

## 16 Provinces

Woleu-Ntem/Mitzic/œuvre de bienfaisance

## " G25 " offre du mobilier et du matériel didactique aux établissements scolaires



Le chef de circonscription scolaire du Woleu-Ntem Sud, Guillaume Gnalamingandou lisant son allocution.



Le président d'honneur du G25, Crépin Andrew Gwodock et d'autres officiels admirant le produit.



Les officiels lors de la cérémonie.

LBON

Mitzic/Gabon

**DANS** le cadre du lancement de son "Opération tables-bancs pour tous", l'association Gabon 2025 (G25) a choisi le département de l'Okano pour offrir plus d'une centaine de tables-bancs à deux établissements scolaires : le lycée Moïse Nkoghe Mvé de Mitzic et l'école publique du village Viafè. Cet important don était accompagné du matériel didactique, composé d'une dizaine de cartons de rames de papier et de boîtes de craie. Le président d'honneur de G25, Crépin Andrew Gwodock, a personnellement remis cette dotation aux bénéficiaires. En présence du secrétaire général de la préfecture de Mitzic, Bruno Mehoulabadi, du chef de la circonscription



Remise symbolique du don aux responsables éducatifs.

scolaire du Woleu-Ntem Sud, Guillaume Gnalamingandou, des responsables des deux établissements concernés, des parents d'élèves et des notables. La dotation est le fruit du partenariat scellé entre Gabon 2025 et la société Rain Forest Management (RFM), qui entend accompagner les pouvoirs publics dans la promotion de "l'Éga-

lité des chances". Une volonté réaffirmée par René Mboungana, un responsable de RFM, qui a profité de cette occasion pour présenter l'un de ses nombreux produits issus de son expertise dans la transformation des bois locaux. Autrement dit, après les première et deuxième transformations, RFM opère désormais dans la troisième



Les tables-bancs avant leur livraison dans les établissements bénéficiaires.

transformation. Par cet acte, cette entreprise citoyenne répond non seulement « à une sollicitation de G25, mais aussi compte apporter sa modeste contribution à la résorption du déficit en tables-bancs auquel sont confrontées un bon nombre de structures scolaires du département de l'Okano. » Des propos appréciés à

leur juste valeur par le chef de la circonscription scolaire du Woleu-Ntem Sud, Guillaume Gnalamingandou pour qui le geste fort louable de G25 participe de la promotion de l'excellence, tout en contribuant à l'amélioration des conditions d'apprentissage de la jeunesse gabonaise. D'où son appel à l'endroit des bénéficiaires, de faire bon

usage de "ce précieux don".

Une invite corroborée par le proviseur du lycée Moïse Nkoghe Mvé, Mathieu Nze Ebele, qui s'est dit soulagé. D'autant que ce don va contribuer, un tant soit peu, à augmenter les capacités d'accueil de son établissement, qui accuse un déficit criant en la matière. Aussi, a-t-il sollicité d'autres contributions à l'avenir.

Dans l'ensemble, parents, responsables administratifs et d'établissements ont exprimé leur reconnaissance envers l'association G25 qui, restant fidèle à sa devise "Faire le bien pour l'amour du bien", a tenu à sa promesse faite il y a trois mois.

A en croire son président actif, Habib Emame, d'autres actes de forte portée sociale sont prévus dans d'autres localités du pays dans les jours à venir.

Ngounié/Transport terrestre/Desserte Libamba-Libreville

## Vingt-deux postes de contrôle pour racketter les usagers !

IMM

Libamba/Gabon

**Ces différents postes de contrôle ne sont pas que des barrages entravant la fluidité de la circulation, mais également des sortes de péages, où les forces de sécurité usent du trafic d'influence pour soutirer de l'argent aux automobilistes et leurs clients.**

**LES** transporteurs routiers reliant Libreville au sud du Gabon, à l'instar de la Ngounié, vivent depuis quelque temps un véritable calvaire. Difficile en effet de circuler sur cette partie de la route nationale, en raison des contrôles intempestifs effectués par des agents des forces de l'ordre et de sécurité. De Libamba à Libreville, en passant par les villes de Mouila, Lambaréné, Kango



Le barrage de gendarmerie de Bifoun.

et Ntoum, vingt-deux barrages de police et de gendarmerie au total sont érigés. Si tant est que la présence de ces agents sur cet axe routier se situe dans le cadre de leur noble mission d'assurer la sécurité des biens et des personnes en régulant la circulation routière, il faut cependant déplorer le trafic d'influence dans lequel quelques-uns d'entre eux

s'illustrent, pour racketter les routiers et les passagers. Pour bon nombre d'usagers, ces multiples postes de contrôle ressemblent à des péages, à la seule différence que l'argent récolté n'est pas reversé dans les caisses de l'Etat. En plus, les fameux contrôles sont faits à la tête du client. Car, pendant que les grosses cylindrées passent sans



Un poste de contrôle de gendarmerie entre Ndendé et Mouila.

être inquiétées, les autres véhicules sont astreints à l'épreuve bien connue : "saluer le képi du chef". Un chef stratégiquement bien assis dans un coin, loin des regards indiscrets. Au poste de contrôle de Mbadi, par exemple, sur le tronçon routier Ndendé-Mouila, c'est une redoutable équipe de jeunes gendarmes qui sèment la terreur. Une jeune compa-

triotte a eu la malchance de perdre sa carte d'identité nationale, et de n'avoir sur elle que la carte scolaire dont la date de validité avait expiré. Pour les pandores, cette jeune dame était en infraction et, impérativement, devait déboursier une somme de 10 000 francs s'il elle tenait à poursuivre son voyage. Ce n'est qu'après une heure de négociation que la si-

tuation a été décantée. Avec tous ces barrages érigés tout au long de la route nationale par les policiers, les gendarmes et même les militaires, on serait tenté de constater, comme le Dr Judicael Etsila, chercheur à l'IRSH/ Cenarest, dans un libre-propos paru dans l'Union du 28 novembre 2016 que: « les contrôles sont aujourd'hui perçus comme des facteurs de perturbation de la fluidité du trafic, mais surtout des occasions pour les forces de l'ordre d'extorquer de l'argent aux acteurs de la circulation... Toute l'attention semble portée sur le "bak-chich" qui est discrètement et illégalement collecté auprès de l'usager », victime de cette escroquerie. Les hautes autorités de notre pays ont-elles démissionné pour prendre des mesures qui s'imposent à l'encontre de ces déviances des agents de forces de sécurité et de défense ?